

Il faut s'interroger sur la question : à quelle diversité l'école doit-elle s'adapter ?

Un critère pertinent est celui de la capacité de mémorisation de chacun. Celle-ci étant variable d'un individu à l'autre, on peut envisager d'utiliser des moyens informatiques (ordinateur portable) pour constituer une mémoire complémentaire dont chaque élève pourrait disposer.

Le rythme d'apprentissage est également différent chez chacun. Or il est essentiel que chaque élève acquière des fondamentaux.

L'efficacité du système scolaire repose sur sa capacité à assurer une continuité des enseignements. Faut-il envisager une fusion de l'école et du collège pour supprimer un palier ?

Pour s'adapter à chacun, faut-il nécessairement garder un objectif commun en terme d'âge " normal " au baccalauréat, à savoir 18 ans ?

Doit-on adapter l'école à la société dans laquelle on vit ? Vers laquelle nous souhaitons nous diriger ? Il faut clarifier les objectifs que l'on se fixe.

Le rythme de progression des élèves dans le système actuel tend à inciter à la fuite en avant, comme une course contre la montre pour atteindre le diplôme poursuivi.

Un outil permettant de s'adapter au rythme de chacun est celui des groupes de niveaux, qu'il conviendrait de développer.

On peut avantageusement parler de parcours de formation, afin de supprimer la connotation négative du terme groupe de niveaux, et de refléter plus justement l'objectif que cherche à atteindre un système qui offre des parcours différents pour atteindre un même but, le diplôme.

Dans le désir de s'adapter aux élèves, il ne faut pas perdre de vue la réalité géographique sous-jacente aux choix d'orientation pris par les jeunes.

Multiplier les options dans une formation à dominante n'est pas une solution.

Les passerelles entre formations sont à développer.

L'objectif de la fin des années 80 " 80% de bacheliers sur une classe d'âge " fausse les besoins réels de la société. Un chèque éducation autorisant plus de flexibilité dans la formation professionnelle au cours de la vie est plus adapté. Il reste un travail à faire sur la représentation que chacun a des filières du système éducatif, tant chez les professeurs que chez les parents, dans les entreprises... Il faut mener une réflexion sur l' " élitisme latent au sein du corps professoral ". Il faut se questionner sur la place prépondérante que prend le diplôme en France, face à l'expérience. Le savoir-être est un élément essentiel dont doit faire preuve un jeune entrant dans la vie active.

Notes prises lors du débat relatif à la question 7 Pour préserver la culture de l'entreprise, on constate près de 50% de promotion interne. La formation interne aux entreprises est coûteuse, et devrait être assurée par l'école. Un système de formation modulaire " bas " sur la validation d'unités de valeur permettrait de répondre aux besoins en formation des salariés. Les compétences techniques doivent impérativement être associées à des qualités d'ouverture d'esprit, de culture, d'esprit critique afin de permettre à chacun de s'épanouir dans sa vie professionnelle. Un déficit en psychologie humaine dans la formation conduit à des carences dans l'ouverture d'esprit des salariés. L'intégration d'enseignements fondamentaux, de base de culture générale, dans les filières professionnelles est également un facteur amenant la reconnaissance de cette voie de formation. Il faut envisager également l'approche de la formation professionnelle par excellence, en formant des spécialistes dans des domaines précis. Il faut développer les liens entre les professeurs et les entrepreneurs, salariés. Ce contact doit être envisagé de façon régulière. Synthèse

Question 6 : Le rythme d'acquisition est le facteur principal dont doit tenir compte l'école pour s'adapter aux élèves, et ainsi garantir qu'en toute circonstance un socle de fondamentaux est acquis avant de quitter le système scolaire. Ces fondamentaux confèrent aux jeunes des qualités humaines leur permettant de mieux vivre leur parcours de formation, et de s'adapter aux changements, aux reconversions que ce parcours peut contenir au cours d'une vie. Il convient d'envisager dès le départ la formation comme une composante de la carrière de chaque individu, au travers de dispositifs modulables dans leur contenu (parcours de formation à la carte) et dans le temps (chèque éducation à utiliser à un rythme propre à chacun).

Question 7 : La reconnaissance de la voie professionnelle passe par une meilleure connaissance de sa réalité de la part de l'ensemble de la communauté intra et extra scolaire. Les échanges entre écoles et entreprises doivent impliquer davantage les professeurs, non seulement des disciplines d'enseignement professionnel, mais aussi et surtout des disciplines d'enseignement général afin qu'ils aient une représentation fidèle de la réalité du monde industriel, et des compétences qui sont recherchées auprès des employés.

DEBAT NATIONAL SUR L'AVENIR DE L'ECOLE

Participants : lycéens internes

SUJET 1 : Quelles sont les valeurs de l'Ecole Républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

- 1.1. Comment l'Ecole de la République peut-elle intégrer la diversité des expressions culturelles tout en résistant à l'emprise des communautarismes ?**
- 1.2. Jusqu'où peut-on accepter les expressions de la mode et de la culture " jeune " dans l'enceinte scolaire ?**
- 1.3. Dans quelle mesure peut-on, par l'éducation aux médias, contribuer à former l'esprit critique ?**

Proposition :

Nous avons, en France, appliqué un monde démocratique avec trois vertus : liberté, égalité et fraternité. Une Ecole Républicaine est censé être laïque et accepter tout individu, tel qu'il soit. De là, nous pouvons retenir différentes idées et propositions de solutions.

Afin qu'une Ecole puisse intégrer la diversité des expressions culturelles et religieuses, tout en résistant à l'emprise des communautaristes, il est important de mettre en place une communication, des débats, des échanges pour aboutir à des compromis, des accords. Il faut trouver un juste équilibre. En effet, si l'Ecole accorde trop de libertés, elle ne pourra plus gérer la différenciation (et cela risque de déboucher sur l'anarchie). Bien sûr, il ne faut pas aller jusqu'à imposer à autrui ses croyances, ses convictions, car si on montre sa croix, ou son foulard, on affiche en quelque sorte sa religion et on l'impose. Tout est dans la limite, dans la juste mesure. Une des difficultés cependant est de ne pas connaître les limites de chacun (chacun est unique et pense différemment) d'où la nécessité, pour l'Ecole, de définir des limites par rapport à l'affichage ou non de ses croyances, car il est important que l'Ecole permette à chacun d'évoluer, de développer ses capacités intellectuelles et de les partager.

De la même sorte, la mode (vêtements, musique...) peut-être suivie par chacun tant qu'il n'y a pas d'attitudes provocantes. Mais il conviendrait, là aussi, d'imposer certaines limites (ex : longueur de jupe ou de short).

C'est à l'Ecole, et grâce à ce que nous y apprenons, que nous pouvons développer notre esprit critique. L'Ecole nous inculque des bases, des savoirs et des valeurs et des médias nous en offre une autre vision, c'est à nous de faire entre le bien et le mal.

SUJET 8 : Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

1.1. Les élèves travaillent-ils trop ou pas assez ?

1.2. Comment réaffirmer le sens du travail et de l'effort scolaires ?

1.3. Comment développer le désir et le plaisir d'apprendre, de connaître et de comprendre ?

1.4. A quelles conditions le redoublement peut-il être efficace ?

1.5. Comment aider les élèves à assimiler réellement ce qu'ils apprennent à l'Ecole (tutorat, devoirs à l'Ecole...) ?

Propositions :

- 1.1. - Faire plus de cours à l'oral avec des débats,
 - Eviter de faire des matières trop théoriques lors des sections spécialisées,
 - Faire plus de cours sur photocopies, ce qui permettrait d'avoir plus de temps consacré aux explications, aux échanges,
- 1.2. - Bénéficier de matériel plus récent,
 - Avoir des journées de travail moins longues (ex : enseignement en Allemagne)
 - Favoriser les " grands devoirs "
- 1.3. - Avoir un foyer spacieux et agréable
 - Climatiser les salles de classes et limiter les cours lorsque les températures sont excessives,
 - Avoir plus de salles d'informatique,
 - Faire des cours davantage orientés vers la pratique, plus concrets
 - Rendre les sanctions plus sévères
 - Réaliser davantage de travaux en groupe d'élèves
- 1.4. - Le redoublement n'est efficace que lorsqu'il est vraiment souhaité
 - Mieux vaut refaire une année pour combler les lacunes plutôt que de favoriser une réorientation,
 - Ne pas faire de classes par niveau, excepté dans certaines matières (ex : maths),
 - Laisser aux élèves le choix de bénéficier ou non d'heure de soutien,
 - Diversifier les pratiques sportives afin de favoriser plus de motivation,
 - Equilibrer les emplois du temps (ex : prévoir une demi journée pour les activités sportives ou artistiques),

- Ouvrir plus d'activités au sein même du lycée (disponibles par exemple quand il y a des heures creuses),
 - Créer des classes avec moins d'élèves,
 - Avoir la possibilité de faire plus de stages en milieu professionnel.
- 1.5. - Mieux répartir les épreuves du baccalauréat (par exemple des épreuves sur 2 ans) et laisser plus de temps (pour les révisions) entre les différentes épreuves,
- Chaque élève ayant de grandes difficultés devrait pouvoir bénéficier de l'aide et du soutien d'une personne auxiliaire,
 - Informatiser davantage le système scolaire,
 - Généraliser l'heure de vie de classe
 - Parvenir à mieux cerner chaque élève (tenir compte de ses projets, ses envies, ses interrogations..) pour mieux répondre à sa formation.

SUJET 10 : Comment organiser et améliorer l'orientation des élèves?

1.1. Comment prendre en compte, dans l'orientation, à la fois les goûts et les projets des élèves et leurs capacités?

1.2. Comment développer les passerelles entre les formations?

Propositions :

- 1.1. - Avoir plus de temps pour rencontrer des personnes en milieu professionnel,
- Donner des informations plus vastes, sur l'ensemble des filières, en matière d'orientation,
 - Prendre en considération les loisirs des élèves, leurs besoins et développer plus d'activités extra scolaire au lycée,
 - Développer des activités artistiques en partenariat avec des lieux culturels (théâtre, galerie d'art...),
 - Rendre le système scolaire moins compétitif.
- 1.2. - Faire découvrir aux élèves la réalité du marché de l'emploi (car toutes les filières et formations proposées par l'Ecole ne répondent plus à de réels besoins économiques),
- les programmes devraient comporter davantage de temps de découverte en milieu d'entreprises (stages non exclusivement réservés aux sections d'enseignement professionnel)
 - Rendre les matières générales (comme les mathématiques) plus concrètes (ex : modèle des mathématiques appliqués),
 - Enseigner aux élèves des techniques de recherche d'emploi qui leur seront utiles pour trouver un stage ou un premier travail.

SUJET 15 : Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?

1.1. Comment l'Ecole doit-elle faire face à la difficulté de certains parents à éduquer leurs enfants ?

- 1.2. Faut-il renforcer l'autorité des enseignants et l'encadrement des élèves?**
1.3. Quelles sont les sanctions efficaces ?

Propositions :

La responsabilité des parents est plus grande que celle de l'Ecole en matière d'éducation. L'Ecole, de son côté, doit tenter de mieux comprendre les élèves en échec (aussi en échec sur le plan comportemental, ex : un élève agressif) pour pouvoir y apporter des réponses. Les sanctions ne seront efficaces et ne pourront conduire à "raisonner" l'élève que si, au préalable, on a défini ce qui pose réellement problème chez cette personne.

Les parents jouent un rôle très important dans l'éducation au respect de leurs enfants : respect des autres, des biens, des règles et des lois mis en place par la société. Il est néanmoins souhaitable, lorsque les parents n'ont pu donner une telle éducation, que l'Ecole puisse leur proposer une certaine aide. Toute la difficulté est de savoir jusqu'où des parents qui n'ont pu donner une éducation respectueuse à leurs enfants (et qui sont peut-être eux aussi non respectueux des règles de la société ?) peuvent-ils accepter une aide.

Il est néanmoins essentiel que l'Ecole apprenne aux enfants le respect d'autrui et des règles de vie en société, et qu'elle apporte aux enfants les plus démunis en la matière un soutien spécifique (assistante sociale, psychologue..).

Par rapport au rôle autoritaire à jouer par les enseignants, il nous semble que cette position est déjà suffisamment exprimée puisque par exemple, lors des conseils de classes, les adultes peuvent décider de l'orientation à venir (et par là même du devenir !) de l'élève. L'autorité relève-t-elle exclusivement d'une position de pouvoir des uns sur les autres ?

Pour ce qui est de l'encadrement des élèves, il faudrait peut-être prévoir de telles possibilités en dehors de l'établissement scolaire (là où les parents ont échoués..).

Synthèse débat national du 18 décembre 2003

Débat national sur l'avenir de l'école – Questions 10 et 11

- *Comment organiser et améliorer l'orientation des élèves ?*
- *Comment préparer et organiser l'entrée dans le supérieur ?*

- I) Passer d'une orientation par échec à une orientation positive en particulier dans les sections technologiques ou professionnelles grâce à une meilleure information sur les passerelles et les débouchés**
- II) Nécessité d'une meilleure connaissance des programmes et exigences des sections technologiques ou professionnelles pour pallier les problèmes de recrutement ou de niveau des élèves.**
- III) Motiver les élèves en leur permettant de découvrir le plus rapidement possible la réalité du monde du travail à travers des stages ou visites d'entreprise et en leur montrant les perspectives de carrière ou de poursuite d'études dans le supérieur.**

Un tour de table fait apparaître que les participants à cet atelier enseignent en majorité dans des sections technologiques ou professionnelles d'où l'orientation du débat...

I) Comment passer d'une orientation par l'échec à une orientation positive ?

On constate un décalage entre les textes sur " l'éducation au choix " et la réalité et ce, dès la classe de seconde. Certains élèves se plaignent d'avoir été " mal orientés ", nombreux sont ceux qui " ne savent pas quoi faire l'année suivante "...En fait ils ont reçu un grand nombre d'informations en 3^{ème}, trop peut-être, et les C.O.P. dénoncent le problème de l'écoute des élèves de collège.

Par ailleurs peut-on s'étonner qu'un adolescent ne puisse savoir ce qu'il veut alors qu'il ignore la réalité du monde du travail ou qu'il l'appréhende en raison de la conjoncture économique, le tout sur fond de séries ou émissions télévisées qui lui font miroiter la réussite facile !

Quant à ceux qui ont un projet professionnel, ils ne connaissent pas toujours les démarches à suivre pour le réaliser et font parfois des erreurs d'orientation ou sont confrontés à l'inadéquation entre leurs résultats scolaires et leurs ambitions.

L'orientation est donc ressentie comme un " parcours du combattant " pour lequel l'élève ne se sent pas toujours assez soutenu. En effet, les C.O.P. sont trop peu nombreux pour qu'il puisse y avoir un véritable suivi individuel et les élèves se tournent alors vers leurs professeurs qui ne sont pas formés à l'orientation et réagissent souvent en fonction de leur vécu personnel...Ceci est particulièrement sensible pour les sections technologiques que certains enseignants ne connaissent pas véritablement et qu'ils dénigrent même parfois devant les élèves.

Il serait donc souhaitable de travailler sur l'information entre les différentes disciplines et de revaloriser l'image des sections technologiques afin que les élèves se tournent vers elles par véritable intérêt et conscients des perspectives d'avenir professionnel qu'elles peuvent leur offrir. Pour cela, il faut peut-être envisager une réelle formation des professeurs principaux de seconde et leur faire découvrir ainsi qu'aux élèves les structures (labos, ateliers...) existant dans l'établissement ou dans des établissements voisins. Ceci existe déjà en partie mais devrait être plus systématique.

II) Comment améliorer le recrutement en sections technologiques et favoriser la réussite des élèves ?

L'orientation par l'échec précédemment évoquée entraîne des problèmes de niveau dans les sections technologiques, que ce soit en 1^{ère} ou Terminale ou encore en S.T.S..Les enseignants se plaignent en particulier du niveau de langue des élèves ou étudiants. La maîtrise de la langue est indispensable dans toutes les matières et on peut déplorer que les horaires de son enseignement ne soient pas plus importants. Un coefficient plus important aux examens motiverait probablement aussi davantage les élèves...On peut également s'interroger sur une meilleure adaptation des programmes au niveau réel des élèves. Comment aborder un texte philosophique en Terminale avec des élèves qui ne maîtrisent pas correctement la langue française ?

Se pose également le problème du recrutement et en particulier le passage d'élèves venant de sections professionnelles en 1^{ère} technologique ou d'élèves de Bac Pro en S.T.S..Les élèves connaissent les passerelles mais ignorent les exigences des sections qu'ils demandent d'où des situations d'échec grave. Il faudrait permettre à ces élèves d'intégrer de véritables classes d'adaptation et non les mélanger à des élèves sortant de lycée général ou technologique. On pourrait ainsi envisager un B.T.S. en 3ans.

Le problème de recrutement se pose également pour ceux ayant suivi une filière générale ou technologique et qui ont forcé le passage pour se retrouver finalement en 2^{ème} année de S.T.S sans le Bac et sans grande chance de réussite...Ne devrait-on pas redonner plus d'importance à l'avis du conseil de classe au lieu de bercer les élèves d'illusions et retarder leur confrontation avec la dure réalité de la sélection ?

III) Comment motiver les élèves en leur faisant découvrir le monde du travail et les perspectives d'avenir ?

Pour motiver les élèves ou étudiants, il est important de les informer sur les perspectives d'études supérieures et les carrières qu'ils peuvent envisager. Le salaire qu'ils peuvent espérer est aussi une motivation. Pour cela il faudrait une meilleure information en particulier grâce à des enquêtes d'insertion des promotions précédentes.

Quoiqu'intéressantes, les journées des carrières ou autres forums d'information ne suffisent pas à faire prendre conscience de la réalité du monde du travail. L'élève pas assez préparé s'y promène sans trop savoir ce qu'il y cherche... Il semblerait que des stages en entreprise ou des visites véritablement préparées suivies d'un compte-rendu soient plus efficaces. Il faudrait donc pouvoir multiplier ces processus. On est conscient également de l'importance du choix du maître de stage qui accueille le jeune.

Ceci implique également des contacts fréquents entre les enseignants et les professionnels et pas seulement à l'occasion des examens. Certaines entreprises se plaignent du niveau des jeunes qui entrent chez elles. Il ne s'agit pas pour l'école d'adapter son enseignement aux désirs des professionnels même si certaines grandes entreprises peuvent espérer influencer les programmes... Il faut surtout former des jeunes à l'esprit ouvert, capables de s'adapter et, pour cela, privilégier le relationnel en travaillant en particulier l'oral et l'utilisation des outils actuels. Les résultats scolaires ne peuvent être le seul critère car seul l'avenir montrera les capacités réelles d'un adolescent grâce au développement de sa personnalité. C'est pourquoi encore il est important que des passerelles au niveau du supérieur permettent aux meilleurs d'intégrer de grandes écoles sans avoir suivi la voie royale de la section S et des C.P.G.E..

Sans se faire beaucoup d'illusions sur les conséquences de cette demi-journée de réflexion, les participants à cet atelier se sont réjouis de la possibilité de débattre de problèmes qu'ils vivent au quotidien et d'échanger avec des collègues d'autres sections ou disciplines qu'ils n'ont pas souvent la possibilité de rencontrer dans un grand établissement comme le nôtre.

Débat national sur l'avenir de l'école – Question 8

- *COMMENT MOTIVER ET FAIRE TRAVAILLER EFFICACEMENT LES ELEVES ?*

Tour de table des professeurs participants à la réunion où chacun se présente et indique ses motivations par rapport au sujet proposé.

Il ressort de ce tour de table que certains se posent des questions par rapport au rôle du système éducatif qui n'est pas seulement ludique mais qui doit permettre d'apporter des savoirs.

- le passage automatique avec passage forcé et systématique de la seconde à la deuxième année de BTS paraît préjudiciable à la motivation des élèves
- les problèmes de motivation semblent remonter du collège et même dès le primaire : il faudrait donner le goût du travail et de l'effort dès le début des études
- problèmes des livrets scolaires qui ne semblent pas être suffisamment motivants pour les élèves : suggestion : retour des prix pour motiver les élèves ?
- manque de flexibilité pour le passage du collège au lycée : Système des Unités de valeur proposées en FAC seraient peut-être la solution ?
- Le problème du nombre important de matières et de la lourdeur des programmes est soulevé : demander peut-être moins aux élèves mais du travail plus approfondi ?

- Les PPCP apportent-ils des aides aux élèves ? Dans le milieu professionnel en commerce, il semble que les actions commerciales sont refusées aux élèves (enjeux financiers lucratifs. Comment alors les motiver ?
- Problème des PPCP pluridisciplinaires où les couplages sont imposés et non choisis.
- Un travail pluridisciplinaire en équipe de professeurs volontaires pour faire des TPE est indispensable pour mener à bien de tels dispositifs novateurs.
- Motiver les élèves avec des projets très concrets et non plus fictifs.
- L'interdisciplinarité est indispensable dans la motivation pour fixer des objectifs aux élèves, leur donner des buts : motivation pour les élèves mais aussi pour les professeurs
- Importance de l'équipe pédagogique : importance de dégager des heures pour la concertation des professeurs, l'investissement de chacun serait plus important ; prévoir une heure dans le service en début d'année afin d'officialiser cette interdisciplinarité.

Question posée : quel est l'objectif recherché quand les professeurs donnent du travail aux élèves ? Les élèves sont passifs et attendent les réponses toutes faites. Problème de la motivation liée aux gros coefficients qui désavantagent les matières peu valorisées aux yeux des élèves lors des examens.

Comparaison faite avec d'autres pays où les matières sont choisies en fonction des goûts des élèves : enseignement plus scientifique ou littéraire

Est-ce que tous les élèves sont capables d'apprendre ? La motivation est-elle la seule en cause lors d'une démotivation ? Ne serait-ce pas un problème de capacité ?

Problème de l'éducation familiale : Le prof doit-il s'adapter à la difficulté de l'élève à rester en place longtemps ? Le prof doit utiliser d'autres moyens, d'autres outils, être inventif pour adapter son cours à la modification de comportement des élèves, à leurs attentes.

Suggestion : supprimer la publicité dans le service public qui montre la facilité aux élèves dans la vie quotidienne

Nécessité de revoir les passages forcés des élèves dans les classes supérieures ; redoublement perçu comme un échec ; connotation négative des redoublements auprès des parents et des enfants. Motivation qui doit être différente selon les élèves et les difficultés de chacun ; accompagnement qui sera différent selon les attentes et les ambitions de chacun.

Système qui repose sur les orientations par défaut, par l'échec : choix des élèves selon ses capacités

Développement de la curiosité culturelle des élèves en remettant en place des sorties (musées...). A partir de quel âge doit-on se spécialiser ?

Quelles sont les propositions concrètes que l'on peut apporter ?

- Valoriser l'effort de chaque élève quel que soit son niveau.
- nécessité de donner plus de liberté et d'autonomie au prof à travers les programmes, un cadre mais moins rigide donc plus de souplesse possible.
- ne pas baser la réflexion des élèves sur l'outil informatique mais l'utiliser comme élément qui apporte une réflexion
- réinstaurer les prix, les récompenses individuelles
- varier les méthodes de cours, diversifier les outils utilisés, inventivité, créativité des profs

Bilan

Pourquoi les élèves ne sont plus motivés ?

Les causes sont multiples :

- Elèves dans des sections qu'ils n'ont pas choisies ; orientation par défaut dans les différentes voies du lycée professionnel par exemple.

- Le redoublement est perçu comme un échec et non comme une seconde chance par les élèves mais également par l'équipe éducative et de nombreux parents.
- Les élèves ne voient pas l'intérêt du travail demandé, s'il n'a pas d'utilité immédiate, il sera fait sans conviction ou simplement non réalisé.
- La notion de plaisir d'apprendre est absente de l'esprit des élèves.
- Lorsque dans certaines sections la prise de note consiste à remplir des cases vides dans un texte (selon les consignes pédagogiques du corps d'inspection), comment peut-on penser que les élèves puissent s'approprier le savoir ?
- Il existe une grande multiplicité des disciplines enseignées dans les sections : les matières qui ne sont pas les dominantes de la série sont laissées de côté car considérées comme non rentables (jeu des coefficients)
- Difficulté importante pour adhérer à des matières à fort degré d'abstraction d'où le découragement des enseignants concernés.
- Il existe une forte carence des cursus pour la gestion des problèmes qui mettent en synergie les connaissances des différentes disciplines : une partie des compétences des élèves n'est en effet pas mono disciplinaire

Comment leur donner goût à l'effort et au travail ?

- Donner du sens aux apprentissages : lorsque dans la vie professionnelle un individu a besoin de développer une compétence pour évoluer dans son métier, l'apprentissage de cette nouvelle compétence est rapide et efficace.
- Comment donner du sens à nos apprentissages :
 - o développer les initiatives de travail en interdisciplinarité mis en place dans les dispositifs pédagogiques novateurs comme les TPE, les PPCP, les itinéraires de découverte... Cette démarche de projet est importante dans le monde du travail. Lorsque l'on pose un problème qui n'est pas dans un champ disciplinaire sensu stricto, alors des ressources pluridisciplinaires devront être obligatoirement utilisées pour résoudre le problème.
 - o réserver du temps et des moyens pour la concertation et la préparation de ce type de travaux en interdisciplinarité
 - o développer les projets de classe avec une équipe pédagogique volontaire, en relation avec le monde professionnel mais également avec les ressources culturelles, sportives... du milieu environnant les établissements
 - o développer la multiplicité des relations au savoir : le professeur transpose le savoir à destination des élèves mais il ne doit pas être la seule voie d'accès au savoir : il doit exister un lien possible élève-savoir. L'enseignant voit ainsi son rôle évoluer : il apporte un éclairage didactique pour déclencher des apprentissages, développer les compétences liées au savoir faire ; certains savoirs étant nécessaires pour mener à bien l'ensemble des projets pédagogiques. Le but avoué de ce type de relations est de chercher à susciter chez l'élève le désir d'apprendre et de se former.
 - o Il doit exister un incessant va et vient entre une tâche originale proposée par l'enseignant ou choisie par l'élève, le projet final et les activités qui permettent aux élèves de se questionner par rapport à cette tâche, de structurer leurs connaissances, de stabiliser leur savoir et leur savoir-faire. Sans cette liberté, le projet de l'élève risque d'échouer faute d'objectifs clairement précisés par son enseignant. Les objectifs donnés par l'enseignant devront s'adapter au niveau des élèves et devront être précisés au fur et à mesure de l'état d'avancement du projet.
 - o développer les dispositifs d'aide aux élèves pour adapter le temps consacré aux élèves à leur rythme d'apprentissage ; permettre aux élèves en difficulté de suivre un cursus qu'ils auront choisi mais avec un temps adapté à leur niveau de compétence.

- développer les outils multimédia afin de rendre des notions les plus abstraites accessibles pour les élèves, mais sans tomber dans l'outil pour l'outil ce qui dénuerait de sens son utilisation.
 - Favoriser l'accès à l'information par le développement des réseaux (intranet ou Internet).
-

Débat national sur l'avenir de l'école –Question 18

- *Comment en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'Etat et des collectivités territoriales ?*

Ce sujet a été traité dans le cadre d'un atelier réunissant 13 personnes (exclusivement des enseignants des sections générales et professionnelles). Deux questions ont été abordées :

- Quelles compétences l'Etat doit-il absolument conserver ?
- L'efficacité de l'Ecole exige-t-elle plus de décentralisation ?

1 Quelles compétences l'Etat doit-il absolument conserver ?

1-1 Dans le domaine des programmes

Le caractère national des programmes est intangible. Il faut notamment conserver à tous les niveaux un cadrage national et offrir une formation générale ambitieuse. Ces conditions sont indispensables pour permettre une adaptation à la fois géographique (la mobilité en cours d'études) et professionnelle (les inévitables reconversions au cours d'une carrière).

L'élaboration des programmes pose cependant problème. Ceux qui sont chargés de les appliquer sont encore trop rarement consultés en amont (avant la mise en place) et en aval (pour tenir compte des difficultés d'application). Si les programmes et les schémas de formation peuvent parfois intégrer des données régionales (positionnement géographique, caractéristiques des bassins d'emplois), ils ne peuvent cependant être élaborés par les collectivités territoriales.

L'exemple de l'enseignement des langues est caractéristique: si les régions frontalières mettent plus l'accent sur la langue du "voisin" (Allemand pour l'Alsace ou la Lorraine, Italien pour Rhône-Alpes ou PACA, Espagnol pour Aquitaine ou Midi-Pyrénées), elles doivent cependant offrir une palette la plus diversifiée en proposant plus de langues à "faible diffusion". Cette ambition risque cependant fort de se heurter aux contraintes budgétaires d'un Etat qui se désengage de plus en plus ou des Régions aux moyens inégaux.

1-2 Dans le domaine des examens

Le caractère national des examens doit être préservé. C'est le garant d'une équité et d'une transparence. Il est d'ailleurs symptomatique que des pays à forte tradition de régionalisation des systèmes de formation comme l'Allemagne, tendent à introduire une dimension plus nationale de leurs diplômes.

Il serait par conséquent imprudent de remettre en question le caractère national de l'examen, et plus particulièrement du baccalauréat. L'organisation de celui-ci est parfois un exercice périlleux. Il a nécessité quelques aménagements, avec notamment l'introduction de l'épreuve anticipée de Français en Première ou du contrôle continu pour l'EPS. Il serait cependant imprudent d'introduire davantage encore de contrôle continu.

1-3 Dans le domaine du recrutement et de la gestion des personnels

Il est surtout question du recrutement des enseignants du second degré. Ce recrutement est national et doit le rester. Il a permis jusqu'à présent de recruter par l'intermédiaire de concours nationaux (CAPLP, CAPES, Agrégation...) des professeurs compétents. Il a surtout permis de réduire plus ou moins difficilement la " fracture culturelle " entre une France méridionale produisant plus de diplômés et une France septentrionale se caractérisant par un relatif déficit de diplômés. Cette compensation s'était faite dans le cadre d'un mouvement national des personnels.

Le mouvement déconcentré en deux étapes (mouvement " inter " entre les académies puis mouvement " intra " à l'intérieur des académies) mis en place en 1999, doit être analysé avec nuances. L'injection dans le mouvement d'un certain nombre de postes, a donné l'impression d'une relative fluidité. Mais il n'a pas donné toute sa mesure en raison de sa rigidité. La mutation en " aveugle "(on quitte un poste dans une académie sans avoir la garantie d'obtenir l'équivalent dans la nouvelle académie) a dissuadé bon nombre de demandeurs potentiels. On peut améliorer le mouvement déconcentré en introduisant plus de souplesse. On peut aussi revenir à un mouvement national.

2 L'efficacité de l'Ecole exige-t-elle plus de décentralisation ?

2-1 La décentralisation: espoirs et inquiétudes

La décentralisation des années 1980 a permis une amélioration indiscutable de l'état du parc immobilier des collèges et des lycées laissé par l'Etat. Un certain nombre de collèges et de lycées ont été construits ou restructurés. Certaines régions, les plus riches, ont pu aller encore plus loin en finançant un certain nombre de dépenses (forfait culture, équipement informatique...). La région Alsace a par exemple doté les lycées de plus de 10 000 ordinateurs. Parallèlement l'Etat est en train de supprimer des milliers d'emplois d'aides-éducateurs, dont un nombre non négligeable était employé dans la maintenance de l'outil informatique.

Depuis 2002, le Gouvernement veut aller plus loin en transférant aux collectivités la gestion d'un certain nombre de personnels : COPsy, Assistantes sociales et personnels de santé, personnels ouvriers et de service. Ce projet a soulevé auprès des personnels une grande inquiétude. Celle-ci s'est manifestée avec force au printemps 2002. Le gouvernement a dû renoncer au transfert de certaines catégories (COPsy, médecins) et différer d'autres (ATOSS).

Le transfert de la gestion des personnels ouvriers prévu pour janvier 2005 ne peut pas résoudre les problèmes de fonctionnement auxquels sont confrontés les EPLE. Les dotations en personnel sont à l'heure actuelle nettement insuffisantes. Les collectivités territoriales ont-elles les moyens pour résorber ces déficits en personnels ? Ne seront-elles pas obligées de faire des choix difficiles ? Sont-elles d'ailleurs toutes demandeurs de ces transferts ?

2-2 La décentralisation : quels enjeux ?

Les projets de décentralisation posent d'abord le problème du désengagement de l'Etat dans un contexte de restrictions budgétaires. Le transfert aux collectivités territoriales d'une partie des charges ne fait que déplacer le problème des financements. Ce que l'Etat ne veut plus assurer, devra être pris en charge par la Région et le Département au prix d'une pression fiscale aggravée.

Mais l'enjeu dépasse largement le cadre national. La nouvelle répartition des rôles et des responsabilités en matière d'éducation s'inscrit dans un contexte européen. Le nouveau cadre pertinent dans le domaine de l'éducation n'est plus celui de l'Etat-nation mais plutôt celui de la Région comme c'est le cas d'une majorité de pays de l'Union européenne à structure fédérale ?

La réforme universitaire avec notamment l'introduction du " LMD " (Licence/Master/Doctorat) entre également dans la problématique d'une uniformisation du système éducatif européen. Il pose d'ailleurs le problème des formations Bac+2, c'est à dire les DUT et surtout les BTS.

Débat national sur l'avenir de l'école – Question 18

- *Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?*

Constats :

- Trop de négociations entre élèves et professeur, aurait-on peur d'imposer ?
- La classe n'est pas un lieu de démocratie (dans le sens débat perpétuel).
- Perte de confiance des professeurs dans leur capacité à faire face.
- Les incohérences du système le discréditent.
- Trop d'élèves par classe d'où une mauvaise ambiance qui se ressent sur la qualité de l'apprentissage.
- Manque de lieux de travail pour les élèves, d'où des "squattes" des couloirs et escaliers.
- Manque d'un relais rapide par l'administration des sanctions prises par l'enseignant.
- Remise en question des sanctions prises par l'enseignant de la part d'un autre adulte.
- Pas de soutien des parents dans la critique de l'enfant.
- Banalisation du bruit, du chahut et des incivilités.
- Difficulté pour déterminer le "coupable" quand les faits ont lieu derrière le dos du professeur.
- Difficulté pour certains élèves pour comprendre les remarques des adultes étant donné que leurs parents n'exigent pas la même chose d'eux.
- Les professeurs sont des êtres humains, ils ne réagissent donc pas tous de la même façon face à une même situation.
- Certains élèves ne respectent pas les sanctions (ne viennent pas aux heures de colle, ...), d'où un problème de crédibilité.
- Certains élèves ont besoin que l'on rappelle "le pourquoi" des règles de base.
- Les mêmes élèves qui accordent une autorité au professeur dans la classe ne la reconnaissent qu'à peine dans les couloirs. Si ces élèves ne connaissent pas le professeur, celui-ci n'a pas d'autorité reconnue.

Propositions de changement :

- Il faut restaurer l'autorité de l'adulte (enseignant, administratif, ...) sans tomber dans les abus du "tout autoritarisme".
- Le règlement intérieur doit engager tous les adultes de la cité scolaire avec les élèves.
- Que tous les adultes de la cité scolaire soient formés pour faire face aux incivilités, ...
- Beaucoup plus de surveillants, pouvant ainsi circuler dans la cour et les couloirs de façon régulière et non épisodique.
- Stage éducatif à l'attention des parents qui le désirent. ATTENTION CE N'EST PAS DU RESSORT DE L'ECOLE.
- Possibilité d'accorder les moyens d'une ZEP pour une partie d'établissement et cela de façon plus souple pour une meilleure réactivité.
- Pas de remise en question de l'autorité et des sanctions prises par l'enseignant.
- Mise en place de sanctions type "réparation" existant en justice.
- Mise en place de conseils d'enseignement à réactivité rapide (convocation dans la semaine, durée : 15minutes)
- Généraliser l'opération de valorisation des élèves existant au LEP.
- Faire en sorte que tous les parents soient à la réunion parents-profs
- Plus de cohérence entre la mairie, les associations, école, justice, ...
- Les élèves ne sont pas nos enfants, ne pas oublier le rôle éducatif des parents.
- Plus de cohérence et de solidarité entre tous les adultes de la cité scolaire.
- Il faut définir une liste de règles communes exigibles, elles doivent être inscrites dans le RI.
- Comment renforcer l'autorité en dehors de la classe ?
- Il faut arrêter de "se renvoyer la balle" entre enseignant, administration, ministère,...